



Le 31 juillet, André Chassaigne présentait la motion de censure au nom des groupes GDR (qu'il préside avec 11 députés PCF et 5 députés

d'outremer), Nouvelle Gauche et France Insoumise

Choisi par les trois groupes de gauche pour défendre leur motion de censure, le Président du groupe communiste, André Chassaigne est monté à la tribune de l'Assemblée nationale ce mardi 31 juillet pour dénoncer l'attitude du gouvernement et de l'exécutif dans l'affaire Benalla, qu'il a rebaptisée "Macron Benalla".

Dans son discours d'une quinzaine de minutes, il a dénoncé l'hyper-présidentialisation démontrée par le véritable feuilleton que constitue cette affaire. En conséquence de quoi, il a demandé à ne pas voter la réforme constitutionnelle qui ne ferait que renforcer cette dimension.

Le député du Puy-de-Dôme s'en est également pris aux députés de la majorité macroniste qui ont été affublés d'un nouveau surnom pour avoir bloqué les travaux de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. "Le plus terrible dans votre refus de faire émerger la vérité est qu'il fait de vous de simples digéreurs, intestins silencieux de la bouche élyséenne" .

Qui a dit : " on ne fait pas la même politique économique et sociale avec un PC à 10% et un PC à 25% (voir réponse au verso)

Le 9 juillet, les parlementaires du PCF (11 députés, 14 Sénateurs) se rassemblaient devant la salle du jeu de paume, à Versailles pour défendre la démocratie

Le 9 juillet dernier, Emmanuel Macron avait convoqué une nouvelle fois le Congrès du Parlement au château de Versailles, quelques jours avant la célébration de la prise de la Bastille.

Son discours qui avait été qualifié lors de sa création en 2018 de « discours du trône » permet au Chef de l'État d'affirmer son autorité à l'égard des députés et sénateurs, bafouant ainsi le principe républicain de séparation des pouvoirs.

Le plus choquant dans cette initiative de l'apprenti monarque Emmanuel Macron, c'est la tenue de ce congrès la veille de l'examen en séance publique à l'Assemblée nationale d'un important projet de loi constitutionnelle qui l'abaisse et remet en cause les prérogatives constitutionnelles du Sénat :

Droit d'amendement réduit comme peau de chagrin, annihilation de la navette parlementaire et donc du pouvoir d'intervention du Sénat, accentuation de la priorité gouvernementale dans l'ordre du jour, prétendue recherche d'efficacité au détriment du débat marquent la démarche de MACRON.

Cette révision constitutionnelle, avec l'annonce démagogique de la réduction du nombre de parlementaires et donc de la représentation démocratique remet en cause l'équilibre des pouvoirs dans notre pays, et donc remet en cause son organisation démocratique.

Fête de l'Humanité 2018



Réponse de la question au recto :

Yvon GATTAZ, ex-président du CNPF, ancêtre du MEDEF et père de Pierre Gattaz, président du MEDEF jusqu'au 3 juillet 2018. Chez les Gattaz, on préside le Patronat de père en fils.

A cette date, ce dernier passe la main à Geoffroy Roux de Bézieux.

N'oubliez pas d'acheter votre BON DE SOUTIEN qui donne droit à l'entrée de la Fête de l'Humanité sur les 3 jours : 14. 15 et 16 septembre (26 euros)

SNEM et WIPELEC : pollutionssous haute surveillance

Nous avons alerté en décembre 2017 sur l'existence de 2 Entreprises sous-traitantes de AIRBUS et SAFRAN, implantées à Meaux (77), Romainville et Montreuil (93), spécialisées dans le traitement de surface et l'usinage de précision pour l'une, et la galvanoplastie pour l'autre.

Si l'Entreprise WIPELEC poursuit ses activités à Meaux, son site de Romainville a été laissé à l'abandon durant 10 ans, sans aucune dépollution, contaminant le voisinage et l'environnement. La SNEM, implantée à Montreuil, vient d'être déclarée en liquidation judiciaire par le Tribunal de Commerce de Versailles. Ses ex-salariés pointent désormais à Pôle Emploi, comme si ses clients (Airbus et SAFRAN) n'avaient aucune responsabilité sociale et ne pouvaient reclasser 20 salariés qualifiés. De plus, la SNEM utilisait du Chrome 6, pourtant pointée par la réglementation REACH comme substance toxique.

Le Maire de Montreuil, Patrice BESSAC (PCF) se bat pour que la SNEM ne devienne pas une nouvelle catastrophe sociale, économique et écologique ! Il s'est adressé aux PDG d'AIRBUS Group et SAFRAN pour pointer leur responsabilité et demander qu'ils mobilisent leurs moyens financiers colossaux afin de réparer les dégâts de leurs sous-traitants. Leur réponse sont, pour le PCF, inacceptables. Certaines organisations et associations, inquiètes de voir cette pollution atteindre des établissements scolaires considèrent que le Maire de Montreuil aurait dû exiger la fermeture de ces Entreprises. Pour le PCF, la solution ne réside pas dans la fermeture des Entreprises, mais dans l'action des donneurs d'ordre (AIRBUS et SAFRAN) dans les travaux de dépollution des sites et dans la définition de procédés irréprochables sur le terrain de l'environnement, et ce sans délai.

OUI. Les réponses des Directions d'AIRBUS et SAFRAN sont inacceptables :

Airbus : « nous comprenons vos préoccupationsnéanmoins, la gestion des sites industriels, la remise en état revient à l'exploitant du site. Airbus n'étant pas l'exploitant de ce site, nous ne sommes donc pas en mesure de répondre à votre interrogation Concernant le devenir économique de la SNEM et le devenir de son activité, la société Airbus ne dispose d'aucune information particulière.... »

SAFRAN : « Nous comprenons vos préoccupations concernant l'avenir de la société SNEM. Toutefois notre société ne peut pas s'immiscer, ni participer directement ou indirectement, aux affaires de ses fournisseurs ou anciens fournisseurs. »

Ces grands groupes industriels et financiers, abusivement dénommés "donneurs d'ordre" (de quel ordre s'agit-il ? Au nom de quoi ?) sont trop contents de voir dans les PME / PMI sous-traitantes un moyen de peser sur la masse salariale, abusivement appelé "coût du travail".

**FERMER L'ENTREPRISE : NON. LICENCIER LES SALARIES : NON.
DEPOLLUER LES SITES INDUSTRIELS, PRODUIRE SANS POLLUER : OUI.
AIRBUS et SAFRAN DOIVENT METTRE LA MAIN AU PORTE-MONNAIE ET
METTRE LEURS MOYENS AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT.**